Le GREAT Savoir

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 031 *" Réfléchir à changer "* Juillet 2013

Et si le peuple avait son programme ?

Boubacar Bougoudogo, Massa Coulibaly, François Koné

Editorial

Quand un candidat parle de son projet de société, sous-entend-il que les activités humaines vont être désormais régies par ce texte, l'industrie, le commerce, le tourisme, la pratique religieuse, etc.? Peut-on imaginer toute une vie en société régie par un seul homme, fut-il exceptionnellement doué, magnifiquement entouré et extraordinairement doté de ressources de toutes sortes?

Et que dire d'un candidat qui n'en aurait pas? Cela éviterait-il de s'en remettre à un messie avec son risque d'infantilisation intégrale? Qui a dit qu'il faut être candidat pour avoir un programme? Le peuple ne peut-il pas en avoir?

Mais, plus sérieusement à quoi servirait un projet de société si son porteur aussitôt intronisé est tenaillé par des engagements internationaux fermes préalablement ficelés, confiné dans un cadre stratégique tout terrain savamment monté et royalement cadenassé, soumis à des pressions extraterritoriales extrêmes, à moins que ledit projet ait fait de tout cela ses seuls repères orthonormés?

"Ça dépend" serait-elle la réponse magique à toutes ces questions ou doit-on apprendre à dire "non". La vie sociale me paraît, naïvement, trop complexe pour être préalablement dessinée dans un cerveau, peut-être dans tous les cerveaux ou presque.

Massa Coulibaly

Introduction

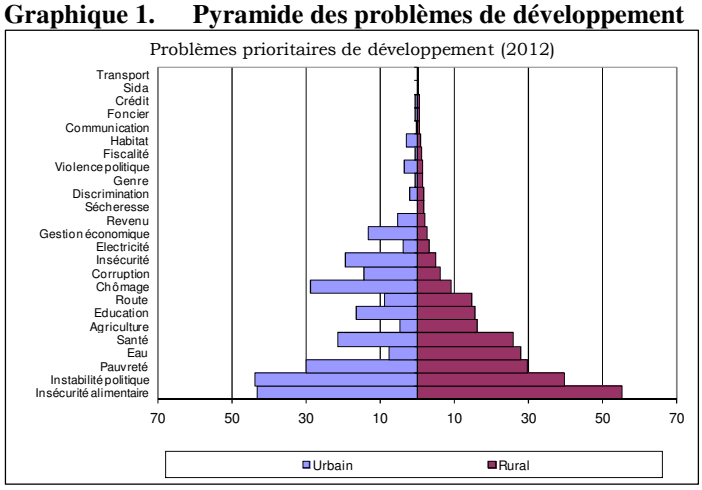
Au cours des 4 rounds des enquêtes Afrobaromètre au Mali, il a été demandé aux citoyens de choisir, parmi une liste de problèmes, les trois premiers qui leur semblent les plus importants et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer. Les listes de problèmes présentées sont différentes d'un round à un autre mais elles ont été ramenées à une seule liste de 25 problèmes à des fins de comparaison. A l'intérieur de cet ensemble de problème de développement, 5 groupes thématiques ont été créés, à savoir Agriculture/alimentation, Gouvernance économique, Services publics, Désenclavement, Gouvernance politique.

1. Quelles priorités

Aux yeux des enquêtés, l'insécurité alimentaire est le problème le plus important que le gouvernement devrait chercher à résoudre. En 2012, 52% des enquêtés ont classé l'insécurité alimentaire parmi les trois premiers problèmes les plus importants auxquels le gouvernement devrait s'attaquer. Elle est suivie par l'instabilité politique, la pauvreté et l'eau avec respectivement 41, 30 et 25% des enquêtés. Viennent ensuite la santé (23%), l'agriculture (16%) et l'éducation (14%).

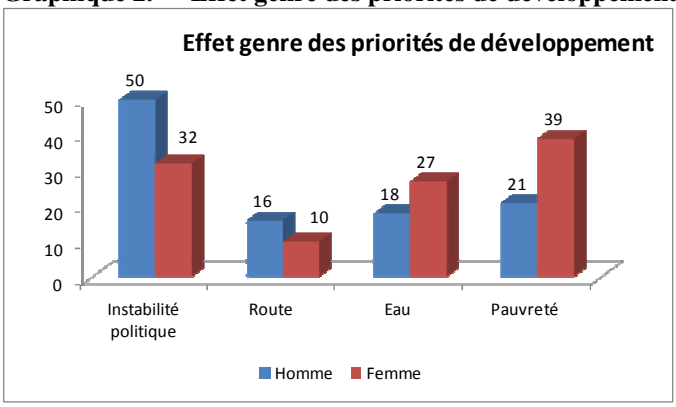
L'analyse par milieu montre que l'insécurité alimentaire est un problème plus rural (55%) qu'urbain (43%). Il en de même pour l'eau, 28% en milieu rural contre 7% en milieu urbain et de l'agriculture, 16% en milieu rural contre 5% en milieu urbain. Par contre, le chômage, l'insécurité, la corruption et la gestion économique semblent préoccuper beaucoup plus les urbains que les ruraux. Une troisième catégorie de problèmes ont quasiment les mêmes importances aux yeux des urbains comme des ruraux, ce sont l'instabilité politique, la pauvreté, la santé et l'éducation.

Graphique 1. Pyramide des problèmes de développement



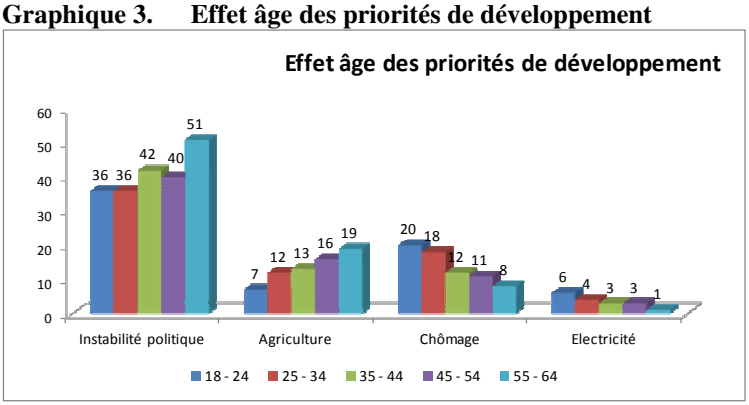
Pour la plupart des 25 problèmes de développement retenus, on n'observe pas de différence entre hommes et femmes dans l'appréciation de leur importance. Les quelques exceptions à cette règle concernent l'instabilité politique et les besoins de routes, pour les hommes, les besoins d'eau et la pauvreté, pour les femmes.

Graphique 2. Effet genre des priorités de développement



A l'instar des différences genre, les différences âge dans les priorités populaires de développement ne concernent que quelques problèmes à savoir l'instabilité politique, l'agriculture, le chômage et l'électricité. Les deux premiers montent le long de l'âge tandis que les deux dernier le redescendent.

Graphique 3. Effet âge des priorités de développement



De 2002 à 2012, l'insécurité alimentaire est restée la première priorité populaire de développement dans l'ensemble du pays.

2. Pauvreté et chômage

La gouvernance économique ne semble pas être une priorité pour les maliens. Dans le classement global des 25 priorités nationales de développement, la pauvreté est le problème de gouvernance économique à s'être déjà classé parmi les trois premières priorités nationales (2005 et 2012). A l'intérieur du groupe thématique, la pauvreté est la première priorité de développement, suivie du chômage, loin devant la gestion économique, le revenu, la fiscalité ou le crédit.

3. Demande sociale d'eau et de santé

Tout au long des rounds Afrobaromètre, les maliens classent toujours en tête de leurs préoccupations sociales les problèmes d'accès à l'eau potable, du 3ème rang au 5ème entre 2002 et 2012 avec même le second rang en 2008. Ce problème d'accès à l'eau est suivi par celui de la santé qui voit sa position tournée autour du 4ème rang, avec la deuxième position en 2002. Ces deux problèmes sont suivis respectivement par ceux de l'éducation, de l'électricité, de

l'habitat et du sida. Ce dernier fléau occupe l'avant dernière position des problèmes classés par les maliens.

4. Infrastructures ou services de désenclavement

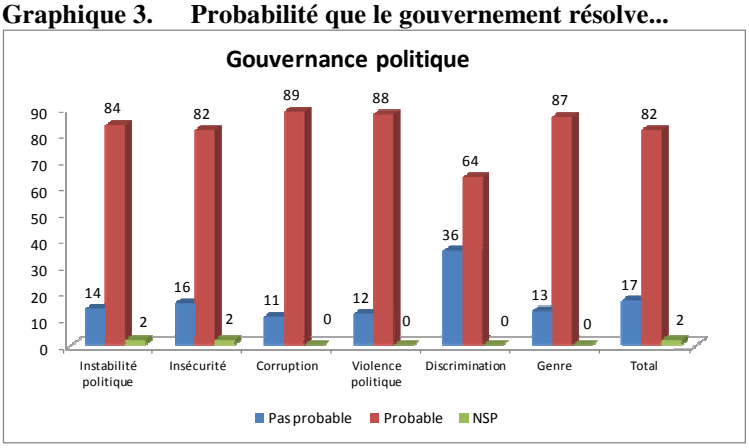
Les infrastructures ou services de désenclavement sont investigués à travers les routes, les infrastructures de transport et de communication. Parmi ceux-ci, la problématique de la route vient en première position avec un rang variant de 8ème à 9ème entre 2002 et 2012. Quant aux infrastructures de transport, elles perdent de l'importance au fil des enquêtes Afrobaromètre, de la 16ème en 2002 à la dernière position en 2012. De même, le problème de communication ne semble pas être une priorité majeure des maliens. En effet, l'accès aux équipements de communication tourne autour de 21ème position sur 25.

5. Insécurité et instabilité politique au cœur de la gouvernance

De tous les problèmes de gouvernance politique, l'insécurité et l'instabilité politique apparaissent comme les premières priorités des citoyens maliens. En effet, l'on remarque une constance dans la position de l'insécurité qui reste en dixième position quel que soit le round Afrobaromètre. Par contre, l'instabilité politique de la 22ème position, de 2002 à 2005 se retrouve en 2ème position en 2012 après avoir occupé le 14ème rang en 2008. De même, la préoccupation des maliens par rapport à la corruption a gagné en importance, de 18ème problème en 2002 à 11ème en 2012. Plus remarquable encore est le passage de la violence politique de dernier souci des maliens au 15ème rang sur 25 des préoccupations.

En 2012, les maliens ont estimé qu'il est probable que le gouvernement résolve les problèmes liés à la gouvernance politique à 82% contre 17% d'avis défavorable. Ici, les plus forts scores sont observés au niveau de la corruption, de la violence politique et du genre où les maliens estiment que le gouvernement pourra résoudre ces problèmes à hauteur respectivement de 89%, 88% et 87%. Même si une majorité de maliens pense que le gouvernement peut résoudre le problème de la discrimination à hauteur de 64%, un fort pourcentage pense le contraire, soit 36%.

Graphique 3. Probabilité que le gouvernement résolve...



Conclusions

Le peuple voudrait de la sécurité alimentaire pour tous, de l'emploi pour les jeunes, de l'eau pour les femmes et de la stabilité politique pour tout le pays.